

Les dynamiques de la mobilisation identitaire dans l'espace kurde

Massoud Sharifi Dryaz

**Édition électronique**URL : <http://journals.openedition.org/anatoli/613>

DOI : 10.4000/anatoli.613

ISSN : 2498-0730

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 185-204

ISBN : 978-2-271-11659-8

ISSN : 2111-4064

Référence électronique

Massoud Sharifi Dryaz, « Les dynamiques de la mobilisation identitaire dans l'espace kurde », *Anatoli* [En ligne], 8 | 2017, mis en ligne le 22 mars 2018, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/anatoli/613> ; DOI : 10.4000/anatoli.613

Les dynamiques de la mobilisation identitaire dans l'espace kurde

Massoud Sharifi Dryaz

Tout au long du xx^e siècle, notamment après l'effondrement de l'Empire ottoman et la naissance du modèle de l'État-nation au Moyen-Orient, les régions kurdes ont été le théâtre d'activités contestataires incessantes. À l'exception d'une courte période (1947-1958), la cause kurde n'a jamais cessé de mobiliser une partie importante de la population, au moins dans un des quatre pays où les Kurdes vivent : l'Iran, la Turquie, l'Irak et la Syrie. Les mobilisations, les révoltes, les soulèvements, et les organisations kurdistes ont au fur et à mesure donné naissance à des mouvements contestataires qui se sont montrés susceptibles de déborder les cadres étatiques et de prendre une dimension transfrontalière, voire de créer, comme le suggère H. Bozarslan, leur propre « sphère minoritaire¹ ». De nos jours, on peut admettre l'existence d'un espace contestataire kurde, hétérogène certes, mais capable de produire des actions collectives organisées et spontanées qui ne se cantonnent plus aux frontières étatiques. Au nom de la kurdicité, des divers groupes politiques, armés, mais aussi des acteurs individuels, recourent à différents modes d'action pour formuler et avancer des revendications aussi bien politiques que socioculturelles, et agissent sur des territoires si variés que les spécialistes de la question kurde n'hésitent plus à parler d'un espace transnational de la mobilisation kurde.

Cependant, la relecture de l'histoire du mouvement kurde affirme que ces mobilisations identitaires, depuis leur apparition jusqu'à nos jours, selon le pays ont connu des évolutions très divergentes aussi bien en termes d'amplitude que de rythme et de continuité. Bien que cette dissimilitude de mobilisations puisse en partie être attribuée aux conditions externes de la société kurde comme le contexte socioéconomique et « les

1. BOZARSLAN H., *La question kurde : États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences po, 1997.

Un espace en mouvement

structures des opportunités politiques² », toutefois, ces facteurs ne suffisent pas à eux seuls à expliquer les différentes formes et rythmes de mobilisations qui se sont vues le jour dans l'espace kurde. Les éléments internes qui contribuent à générer ou empêcher les mobilisations kurdistes restent encore plus au moins négligés. La proposition est de chercher les dynamiques de la mobilisation au-delà des facteurs extérieurs, par l'analyse des caractères intrinsèques qui affectent la capacité mobilisatrice des Kurdes.

Potentiel protestataire kurde

À fin d'analyser les mobilisations kurdes, nous partons de l'idée qu'il faut distinguer le mouvement kurde de ses organisations. De toute évidence, la participation aux mouvements ne se limite pas à l'adhésion à des organisations et que les mobilisations peuvent émerger sans que des organisations soient les instigatrices. Les travaux de M. Billig sur le *nationalisme banal*³ et mieux encore le livre de H. Johnston, *Tales of Nationalism*⁴, sur le microprocessus de mobilisation chez les nationalistes catalans, ont montré qu'un mouvement nationaliste peut se former et se maintenir sans avoir besoin d'une organisation pour l'encadrer et coordonner ses actions.

En dehors des actions politique et armée organisées par les principaux partis kurdes, il existe d'autres formes d'action contestataire qui ont facilité la production et la persistance de la mobilisation kurde. Nombreux sont en effet les cycles de mobilisation qui ont vu le jour sans l'intervention des groupes structurés. L'insurrection généralisée au début des années 1990 dans les régions kurdes de Turquie, les manifestations de 1999 et de 2005 et les grèves générales de 2010 organisées dans les principales villes du Kurdistan iranien et les protestations populaires de 2004 au Kurdistan syrien, sont

.....
2. EISINGER P. K., "The Conditions of Protest Behavior in American Cities", *American Political Science Review* 67 (1), 03.1973, p. 11-28 ; TILLY C., *From Mobilization to Revolution*, New York, Random House, 1978 ; KRIESI H., "The Political Opportunity Structure of New Social Movements", dans J.Craig JENKINS et Bert KLANDERMANS (éds), *The Politics of Social Protest*, London, Taylor & Francis e-Library, 2005, p. 83-98 ; TARROW S. G., *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, 3^e édition, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

3. BILLIG M., *Banal Nationalism*, 1^{er} Édition, London, SAGE Publications Ltd, 1995.

4. JOHNSTON H., *Tales of Nationalism: Catalonia, 1939-1979*, 1^{er} Édition, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1991.

Les dynamiques de la mobilisation identitaire dans l'espace kurde

quelques exemples qui illustrent comment la mobilisation kurde pourrait déborder les cercles organisés.

Ce « potentiel protestataire⁵ », au sens que S. Barnes et M. Kaase ont donné à ce terme, qui se traduit par une variété d'action allant des révoltes violentes jusqu'aux actions les plus dissimulées, est le résultat d'une sub-culture d'opposition engendrée par la dialectique domination/résistance en cours depuis un siècle dans l'espace kurde. Dans le processus de construction de cette forme de résistance non structurée, les actions sont inventées à partir des ressources culturelles et en s'appuyant sur la capacité d'autonomie spatiale. L'idée avancée ici est que des entités sociopolitiques, comme les tribus et les confréries ainsi que des espaces, comme les zones rurales et le foyer familial, ont permis aux Kurdes d'abord de se préserver et de se reproduire culturellement et ensuite de créer des espaces sociogéographiques d'ingouvernabilité où les actions contestataires se produisent et se transmettent.

Le système tribal, qui a fonctionné pendant longtemps comme l'un des principaux obstacles à la réalisation du projet de modernisation des États-nations, non seulement a pu résister à l'usure du temps et aux efforts de ses ennemis, mais s'est finalement profondément intégré dans le système et les enjeux du pouvoir y compris à nos jours. Il est clair que les tribus kurdes n'ont pas non plus facilité l'émergence d'une société « nationale kurde ». Pourtant, les membres tribaux, même ceux engagés à côté de l'État, font partie des groupes qui linguistiquement et culturellement se sont le mieux protégés contre l'assimilation linguistique et culturelle. Cette forme de résistance tribale, qui se caractérise par sa réactivité, débouche souvent sur la revendication d'un statu quo plutôt que sur des projets collectifs pour l'ensemble des Kurdes.

Un autre espace qui a joué un rôle central dans la contestation kurde est sans doute le village. L'isolation géographique et économique du monde rural kurde, au moins jusqu'aux années soixante-dix, lui a permis de se protéger contre l'installation du pouvoir du centre ou de rendre difficile le maintien de l'autorité étatique. La difficulté des autorités à maîtriser l'espace rural a permis aux acteurs kurdes de s'introduire plus facilement dans la vie sociopolitique des villageois. Les organisations armées se sont intéressées à des zones rurales kurdes pour deux raisons. D'abord parce que les zones rurales, longtemps restées à la périphérie, étaient susceptibles de devenir la base géographique d'un contre-pouvoir. Deuxièmement, la situation de vie

.....
5. BARNES S. H. & KAASE M., *Political action: mass participation in five Western democracies*, Beverly Hills, Sage, 1979.

Un espace en mouvement

déplorable de paysannerie et son manque de références idéologiques et politiques augmentaient la possibilité de recrutement pour ces organisations qui se présentaient comme les porte-paroles des classes les plus démunies.

À la suite de la sédentarisation forcée des tribus et à la destruction massive des villages, la continuité culturelle dans la société kurde a été maintenue, en grande partie, à travers l'institution familiale. On considère que la famille kurde, en tant que première instance de l'organisation sociale, est en rivalité directe avec l'État sur tout ce qui relève de la définition de l'identité et de l'espace. La famille, possédant son propre espace, à savoir le foyer, constitue le principal lieu de transmission du patrimoine culturel, mais également le lieu de la production et de la reproduction de la mémoire collective. En bénéficiant d'un lieu sûr, la famille a eu moins de difficulté à créer et à recréer son propre « texte caché⁶ », à renforcer l'esprit d'insubordination et à rivaliser avec les acteurs politiques en matière de la formation identitaire.

Mis à part ces lieux plus ou moins autonomes, l'« infrapolitique⁷ » se produit au sein des espaces les plus contrôlés par les autorités étatiques⁸. Même si ces résistances microscopiques ne créent pas d'actions contestataires durables et structurées, elles ne sont pas dépourvues d'une capacité d'intervention dans l'espace politique et public. Dans le cas des mouvements kurdes, les acteurs de ces formes de résistance et leurs réseaux ont manifestement une influence considérable sur la politisation et la mobilisation de la société, notamment en fournissant un arsenal culturel et social, pour les organisations plus structurées. Ils facilitent la formation des réseaux organisés, constituent un réservoir important pour une éventuelle mobilisation dans les contextes favorables et contribuent à la construction de l'identité collective kurde. Ceci signifie qu'avec la baisse de capacité de mobilisation des organisations, le mouvement kurde ne disparaît pas forcément, mais se transforme, selon les mots de V. Taylor, en « structures dormantes⁹ » qui assurent la continuité de la mobilisation. Il n'est donc pas étonnant de constater que lorsque le contexte devient favorable ou quand le pouvoir central se montre fragile et vulnérable, ou quand par exemple il y a un événement traumatisant, l'espace kurde se mobilise rapidement.

.....
6. SCOTT J. C., *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Paris, France, Éditions Amsterdam, 2008, p. 11-13.

7. Ibid., p. 199.

8. À ce sujet voir : SHARIFI DRYAZ M., "Control y contestación en el Seno del Sistema Educativo", *Scientific Journal on Intercultural Studies*, Vol. 2 (2), 2016, p. 140-167.

9. TAYLOR V., "Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance", *American Sociological Review*, Vol. 54 (5), 1989, p. 762.

Différents stades de la mobilisation

Nul doute que les mouvements kurdes traversent actuellement une période singulière de leur histoire et diffèrent d'un espace à l'autre en termes de dynamiques de mobilisation. Sans doute, les Kurdes de Turquie sont ceux qui disposent la plus forte capacité de mobilisation dans l'espace kurde. Suivant C. Tilly par la mobilisation on entend : « Le processus par lequel un groupe passe du stade d'être une collective passive d'individus au stade d'un participant actif dans la vie publique. La démobilisation est le processus inverse¹⁰. » En pratique, elle implique une multiplicité de formes d'agir visant à acquérir « un contrôle collectif sur les ressources nécessaires à l'action collective¹¹ ». Depuis plus d'une vingtaine d'années, les diverses formes de l'action collective sont des composantes permanentes du paysage kurde en Turquie. Pour montrer l'intensité de mobilisation dans cette partie du Kurdistan, il suffit de rappeler que pas une seule semaine ne se passe sans qu'il y ait une manifestation, des marches, des rassemblements publics, une pétition, des grèves, des boycotts ou des affrontements violents. Avec une représentation légale au sein des institutions politiques, une armée de guérilla et une société civile plurielle et hautement politisée, le mouvement kurde en Turquie tente de s'ériger en acteur historique qui prétend lutter à la fois pour la transformation des relations sociopolitiques et pour réinventer les orientations culturelles.

À l'évidence, la situation est différente pour les Kurdes en Irak, qui après trois décennies d'intense mobilisation ont pu jouir d'une autonomie de fait après la guerre du Golfe. Dans les années suivantes les Kurdes ont élu un parlement, ont formé un gouvernement et dans la période de l'après-Saddam ont fondé une région fédérale officiellement reconnue dans la constitution irakienne et qui dispose de sa propre armée, son propre système éducatif, sa politique étrangère et de ses propres ressources économiques liées à l'exploitation de nouveaux champs pétroliers. Ce passage « de l'insurrection à l'indépendance de fait¹² », implique un changement du caractère et des logiques de mobilisation. L'action révolutionnaire se remplace par un conflit ouvert à l'intérieur des cadres juridiques institutionnels existants. Désormais, le statut

10. Tilly C., *op. cit.*, 1978, p. 69 & p. 7.

11. *Ibid.*, p. 7.

12. VOLLER Y., *The Kurdish Liberation Movement in Iraq: From Insurgency to Statehood*, London, Routledge, 2014.

Un espace en mouvement

du Kurdistan se négocie à Bagdad et la compétition pour le contrôle du territoire kurde et ses ressources remplace la logique de la lutte pour la libération nationale.

Dans un contexte très différent, le mouvement kurde en Syrie traverse une période de hypermobilisation révolutionnaire. Certes, durant le xx^e siècle le Kurdistan syrien a servi comme un territoire de refuge pour l'intelligentsia kurde et une base arrière pour les organisations des autres parties du Kurdistan. Dans la pratique, les différents partis propres au Kurdistan syrien, souvent fragmentés, n'ont jamais réussi à s'enraciner et structurer un mouvement généralisé, et dans la plupart des cas, ils se sont impliqués dans les activités culturelles et folkloriques lorsque la situation le permettait¹³. La formation de la zone autonome kurde en Irak, l'investissement transfrontalier des Kurdes syriens à travers de leur implication dans les autres organisations kurdes et la fin de l'alliance stratégique entre le PKK et le régime syrien en 1998 ont stimulé l'émergence des nouvelles dynamiques de conflit entre la communauté kurde et le régime du Damas. Si la vague de contestation sans précédent de 2004, qui a touché la plupart des régions kurdes du pays, a fait ressentir une nouvelle capacité mobilisatrice¹⁴, il faudra sans doute revenir sur les événements qui ont suivi la révolte syrienne de 2011 pour mieux comprendre l'activation des mobilisations kurdes dans cette partie du Kurdistan. En dépit d'hésitations dans la phase initiale de la révolte en Syrie, les Kurdes se sont finalement mobilisés en faveur des contestations antigouvernementales, mais faute de trouver un terrain d'entente avec l'opposition syrienne, ont choisi de poursuivre leur propre agenda politique avec l'objectif de contrôler le territoire du Kurdistan. Dans ce nouveau contexte, qui a bouleversé le destin du Kurdistan de Syrie, les nouvelles dynamiques de mobilisation kurde ont été déclenchées.

La situation est encore radicalement différente au Kurdistan iranien où la mobilisation massive de la population kurde lors et après la révolution iranienne s'est actuellement substituée par la résistance culturelle, des émeutes sporadiques et les épisodes de violence armée. Après la révolution inattendue, les formations militaires kurdes qui vivaient jusqu'à lors dans la clandestinité, se sont soudainement retrouvées à la direction d'une grande partie des zones kurdes où ils purent organiser la vie collective, enseigner la langue kurde, administrer la justice et assembler une armée kurde capable de mener

13. GAUTHIER J., « Syrie : le facteur kurde », *Outre-Terre*, n°14 (1), 2006, p. 223.

14. GAUTHIER J., « Les événements de Qamichlo : Irruption de la Question kurde en Syrie ? », *Études kurdes*, n°7, mai 2005, p. 97-114.

Les dynamiques de la mobilisation identitaire dans l'espace kurde

une guerre de front contre le nouveau régime de Téhéran. En août 1979, Ghassemlou le secrétaire général du PDKI¹⁵, prétendait que « cent mille Kurdes armés étaient prêts à mourir pour leurs idéaux¹⁶ ». Quatre ans après, les organisations kurdes ont été repoussées hors des villes kurdes par les forces gouvernementales et se lancèrent dans une guérilla qui a fini par l'abandon de la lutte armée au début des années quatre-vingt-dix. Affaiblies par les divisions internes et réfugiées au Kurdistan irakien, les organisations kurdes d'Iran traversent une période d'affaiblissement de leur force mobilisatrice.

Les organisations du mouvement kurde et la mobilisation

Sans nier le caractère multi-niveaux des mouvements Kurdes, il faut reconnaître le rôle important que jouent les organisations dans l'apparition, la survie, la continuité, voire le ralentissement de la mobilisation kurde. Comme cela fut souligné par les théoriciens des mouvements sociaux, les organisations sont importantes parce qu'elles peuvent mobiliser des ressources, gagner des adhérents, augmenter le soutien apporté à la cause et tenter de neutraliser les adversaires¹⁷. En outre, les organisations, notamment dans le cas des mouvements identitaires, sont porteuses d'une identité et d'un cadre cognitif représentent une source de continuité dans l'action¹⁸.

Même s'il y a eu des mobilisations transfrontalières qui ont débordé les espaces étatiques, aucune organisation n'a réussi à mobiliser l'ensemble de la population kurde. Le mouvement kurde, dans chaque État, est composé de plusieurs organisations qui diffèrent les unes des autres par leur structure

15. *Hîzbî Dêmkurafî Kurdistanî Êran* (Parti Démocratique du Kurdistan-Iran).

16. Voir : *The New York Times* (August 26, 1979).

17. MCCARTHY J. D. et ZALD M. N., "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory", *American Journal of Sociology*, Vol. 82 (6), 1977, p. 1212-1241 ; Tilly C., *op. cit.*, 1978 ; DAVIS G. F., MCADAM D., SCOTT W. R. *et al.* (éds), *Social Movements and Organization Theory*, New York, Cambridge University Press, 2005 ; CLEMENS E. S. et MINKOFF D., "Beyond the Iron Law: Rethinking the Place of Organizations in Social Movement Research", dans David A. SNOW, Sarah A. SOULE et Kriesi HANSPETER (éds), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Second Edition, Malden, MA, Blackwell Publishing Ltd, 2006, p. 155-170.

18. SNOW D. A., « Analyse de cadres et mouvements sociaux », dans Daniel CEFAÏ et Danny TROM (éds), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2001, p. 27-49.

Un espace en mouvement

organisationnelle, leur stratégie, leurs espaces d'action et leur mode de légitimation. Un grand nombre de ces organisations s'appuie sur une branche armée et une infrastructure militaire, en principe, pour se défendre contre l'oppression étatique, mais également pour établir, rééquilibrer et renverser les rapports de force en sa faveur en vue de dominer l'espace kurde dans un ou plusieurs pays. Donc, les relations inter-organisationnelles entre les partis kurdes sont fluctuantes et peuvent varier de la coopération ou de la coalition à la concurrence ou à la rivalité, voire à l'affrontement armé.

La question qui se pose est de savoir comment les différentes organisations dans l'espace kurde canalisent le mécontentement, utilisent et créent des solidarités et suscitent la mobilisation et l'engagement de la population kurde en leur faveur. B. Klanderman propose de différencier entre la « mobilisation du consensus » et la « mobilisation de l'action » pour rendre compte le travail effectué par les organisations qui cherchent à persuader les gens de soutenir le mouvement¹⁹. Ce sont deux processus différents par lesquels une organisation cherche à créer une définition commune de la situation et à convaincre les gens de participer à l'action qu'elle organise.

Mobiliser le consensus pour la kurdicité

Pour mobiliser les gens, une organisation doit parvenir à se donner une identité, à définir un projet collectif, et à faire partager sa vision. À travers de cette perception partagée, qui contient à la fois des composants idéologique, symbolique et émotionnel, les organisations pourraient diffuser leur propre définition de la situation, légitimer l'action collective, recruter et mobiliser des adhérents. Au cours de l'activité du « cadrage », les organisations kurdes visent à obtenir l'assentiment de l'opinion publique et à neutraliser les adversaires. « Les produits de cette activité de cadrage, dans l'arène du mouvement social, sont des "cadres de l'action collective", définis comme "des ensembles de croyances et de significations orientées vers l'action" qui "inspirent et légitiment les activités et les campagnes" des segments organisationnels d'un mouvement social (SMO)²⁰ ».

C'est souvent autour de la kurdicité que se réalise le travail de production, de circulation et de réception du sens. La kurdicité, généralement associée à l'idée de nationalisme, est conçue comme des efforts menés par des

19. KLANDERMANS B., "Mobilization and Participation: Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory", *American Sociological Review*, Vol. 49 (5), 1984, p. 583-600.

20. SNOW D., *art. cit.*, 2001, p. 27-28.

Les dynamiques de la mobilisation identitaire dans l'espace kurde

organisations kurdes qui s'efforcent de modifier les frontières étatiques ou la structure du pouvoir politique. Généralement, accéder à la souveraineté politique est considéré comme l'objectif ultime du mouvement kurde. Pourtant, le poids du paramètre politique varie dans les différentes étapes de l'apparition, de l'évolution et de la reconstruction des mouvements kurdes. Parfois, les procédés que les organisations kurdes mettent en œuvre pour orienter le sens de mobilisation dépassent le monde politique et prennent une dimension sociale et culturelle.

De nos jours, le mouvement kurde en Iran est celui qui a le plus de difficulté pour construire le consensus. L'échec de la tentative des Kurdes pour constituer un Kurdistan autonome en Iran a été suivi par l'implantation des partis kurdes en territoire irakien. Après une décennie de combats, qui a laissé cinquante mille morts, et à la suite de la disparition de plusieurs chefs militaires et politiques, les organisations kurdes n'ont pas cessé de perdre du terrain sans avoir obtenu « l'autonomie du Kurdistan dans le cadre d'un Iran démocratique²¹ ».

Si durant les années de mobilisation, la rivalité et les confrontations entre les deux organisations principales (PDKI et Komala) avaient divisé l'opposition identitaire kurde en Iran, l'entrée en scène de nouveaux acteurs, l'apparition de nouveaux enjeux et les divisions internes des partis ont rendu encore plus difficile de parvenir à un terrain d'entente sur les objectifs et le programme politique du mouvement kurde. Avec l'élection de M. Khatami à la présidence en 1997 et la montée des réformistes en Iran, de nouvelles demandes de reconnaissance identitaire kurde, véhiculées par les étudiants, les intellectuels, les littéraires, les journalistes et un groupe de représentants kurdes au parlement²², ont resurgi dans l'espace kurde en Iran. Avant que leur voix soit étouffée par l'ultra conservateur, M. Ahmadinejad, ces nouveaux acteurs du paysage kurde se sont posés en sérieux prétendants de la kurdicité en passant par une relecture critique du passé y compris celle du bilan politique de partis kurdes. Depuis lors, aucun acteur ne s'est imposé et chaque organisation tente de se démarquer des autres par son histoire de lutte et ses martyres, sans pour autant pouvoir redonner un sens nouveau apte à dégager des programmes et des projets politiques réalisables et crédibles dans un avenir immédiat. Une telle discordance a entraîné ipso facto un malaise politique au sein de la société kurde et un vrai déficit de confiance

.....
21. GHASSEMLOU A., « Le Kurdistan d'Iran », dans Gérard CHALIAND (éd.), *Les Kurdes et le Kurdistan : la question nationale kurde au Proche-Orient*, Paris, Éditions Maspero, 1978, p. 195-196.

22. Le parti de *Jebheye Motahede Kord* (Le Front Uni Kurde) est fondé en 2006.

Un espace en mouvement

à l'égard des partis kurdes. Ce malaise ressenti, d'un côté, contribue – particulièrement chez les jeunes générations – à un affaiblissement d'intérêt pour l'activisme permanent, et de l'autre se traduit, aussi contradictoire que cela puisse paraître, par une forte disposition protestataire.

Le cas du Kurdistan d'Irak, le territoire de nombreuses révoltes depuis la fin de l'Empire ottoman, reste spécifique. Depuis l'intervention militaire de la coalition internationale contre l'Irak et surtout suite à la chute de Saddam Hussein en 2003, la position politique des Kurdes a radicalement changé et le Kurdistan est rentré visiblement dans un processus de formation étatique. Cette situation nouvelle, a eu un effet double sur le mouvement kurde : d'une part, un gouvernement régional et des groupes d'intérêts institutionnalisés ont succédé aux organisations de lutte pour la libération nationale, d'autre part, le fossé entre les promesses d'un pays kurde unifié et la réalité effective de la vie collective a engendré de nouvelles tensions et conflits au sein de la société kurde. Dans ce contexte, les formations kurdes, encore divisées sur le plan politique, administratif et militaire, cherchent à maintenir le consensus à la fois par le sentiment national et d'incertitude. À l'évidence, dans un pays déchiré par les tensions intercommunautaires et ravagé par la violence, les enclaves kurdes restent la zone la plus sûre. Profitant de la volatilité de la situation politique et économique du pays, les partis kurdes se présentent en tant qu'acteurs uniques qui pourraient protéger le territoire kurde, assurer sa survie politique et l'acheminer vers l'indépendance.

Le mouvement kurde en Turquie et en Syrie se différencie nettement de ceux d'Iran et d'Irak, car il est parvenu, dans une certaine mesure, à maintenir un niveau élevé de consensus autour des acteurs qui représentent sa cause. Le KCK²³ se présente comme l'organisation la plus complexe et la plus singulière dans l'espace kurde qui maintient un niveau élevé de mobilisation au moins en Turquie et en Syrie. S'inscrivant dans la continuité idéologique et symbolique du PKK, face à l'idéologie de l'État, mais aussi face la mémoire collective kurde, le KCK tente de promouvoir un discours dans lequel il se présente comme l'acteur incontournable de la mise en place d'un nouveau système pour réorganiser le pouvoir.

Dans ce discours, le projet d'une « autonomie démocratique » substitue le combat pour un Kurdistan indépendant. L'idée générale est qu'on peut amoindrir le pouvoir de l'État central au lieu de le renverser. Plus ou moins vaguement formulée, l'alternative proposée contre le modèle des États

.....
23. *Koma Civakên Kurdistan* (Le Groupe des Communautés du Kurdistan).

Les dynamiques de la mobilisation identitaire dans l'espace kurde

centralistes consiste à réorganiser la société au-delà des institutions étatiques. L'objectif annoncé est d'instaurer un système politique pluraliste dans lequel les différentes identités culturelles, ethniques et nationales puissent être représentées également. En quête d'un nouvel horizon, ce discours s'inspire, tout en adoptant un point de vue critique, des mouvements anarchistes, féministes, écologistes, culturels et ethniques pour enfin proposer un système alternatif fondé sur l'auto-organisation de la société à partir de sa base. Avec cet élargissement du cadre d'interprétation²⁴, le KCK s'attache à créer un projet visant à inclure différents groupes potentiellement ou effectivement contestataires. Cette approche inclusive a pratiquement ouvert un large éventail de possibilités d'alliance avec d'autres acteurs comme le prouvent parfaitement les élections législatives turques de 2015 ou encore mieux la solidarité internationale avec le Kurdistan syrien.

Pourtant, la mobilisation du consensus ne passe pas uniquement par l'idéologie et le projet politique. En tant qu'organisation centrale du mouvement kurde en Turquie et plus récemment en Syrie, le KCK a montré qu'il était capable de développer et propager ses propres symboles. Pour ce faire, cette organisation utilise incessamment les événements, les hommes et les actes contestataires pour les transformer en symboles. Un simple regard sur les images et les mots produits par l'organisation nous fournit des exemples éclatants de l'emploi de ces symboles : Newroz, Kawe, leader quasi mythique, martyrs, les actions contestataires de jeunes de morts ou de suicides dans les prisons, les pratiques auto-sacrificielles, les drapeaux, les images de la répression et des villes détruites, les slogans, etc. Dans ce processus de la construction de langage symbolique, des moyens considérables et beaucoup de travail sont investis. Vu la facilité des symboles pour être partagés et reproduits, ils peuvent s'introduire dans la réalité de tous les jours et devenir un élément primordial dans la reconstruction de l'identité collective. Une fois, les personnes, les événements et les actions ont pris une dimension symbolique, ils pourront devenir l'origine des attachements, parfois très fort, à la cause et également à ceux qui prétendent la représenter. Ainsi, ceux qui parlent au nom du mouvement se munissent d'une crédibilité et d'une légitimité servant à former, préserver et dominer la direction du mouvement.

Cet univers interprétatif-symbolique est destiné à susciter la conscience des Kurdes et permettre aux membres d'aller au-delà d'une situation individuelle

.....
24. SNOW D. A., ROCHFORD E. B., WORDEN S. K. *et al.*, "Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation", *American Sociological Review*, Vol. 51 (4), 1986, p. 464-481.

Un espace en mouvement

et personnelle en s'inscrivant dans un schéma collectif dessiné par l'organisation. L'objectif est de transmettre le désir de changement et de croire qu'en menant l'action dans le cadre du KCK ce changement se réalisera. Ainsi, le consensus prend une dimension cognitive et symbolique qui permet aux membres de se doter d'une interprétation systématique de leur situation. Cela les mène à reconsidérer la réalité vécue, à identifier les dysfonctionnements de la situation actuelle et à s'inscrire dans la lignée du mouvement afin de se projeter dans un avenir plus prometteur.

Mobiliser l'action dans un espace multiple

Au-delà d'être le simple résultat d'un consensus sur la formulation du discours identitaire ou le sens donné à l'action collective, les rythmes et l'ampleur des mobilisations sont également fruits des formes d'actions élaborés par une organisation dans les différents espaces. Dans « le contexte de la mondialisation et d'une relative transnationalisation des répertoires d'action²⁵ », la capacité des organisations à donner forme aux mobilisations, par la diversification de l'espace et du répertoire de l'action, semble déterminante. Le terme de répertoire de l'action, tel qu'il est conceptualisé par C. Tilly, est un ensemble restreint de modalités d'action disponible pour un groupe contestataire.²⁶ Pourtant, les répertoires des organisations peuvent varier, non pas uniquement en fonction des conditions structurelles, mais plutôt en raison de la stratégie mise en œuvre par chaque organisation et des espaces dans lesquels elle s'investit. Certaines organisations « peuvent fort bien rester longtemps insensible à l'évolution des conditions structurelles²⁷ », tandis que d'autres peuvent innover, combiner et employer plusieurs moyens pour essayer de parvenir à leurs fins.

Dans leur effort pour transformer, recomposer ou remplacer les structures sociopolitiques existantes, les organisations kurdes peuvent adopter une position anti-institutionnelle recourant à tous modes d'action qui sortent du cadre légal du pays concerné. L'histoire des mouvements kurdes est marquée par les insurrections, les émeutes, les révoltes et la lutte armée. À l'exception du Mouvement pour le Changement (*Bizûtinewey Gorran*), pratiquement

.....
25. BENNANI-CHRAÏBI M. et FILLIEULE O. (éds), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 27.

26. Tilly C., *op. cit.*, 1978 ; TILLY C., *Regimes and Repertoires*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.

27. Bennani-Chraïbi M. et Fillieule O., *op. cit.*, 2002, p. 73.

Les dynamiques de la mobilisation identitaire dans l'espace kurde

toutes les principales organisations dans l'espace kurde maintiennent une branche armée. Elles utilisent l'action radicale, dans les premières étapes de leur formation, pour s'instaurer, et dans les étapes ultérieures, pour monopoliser l'espace politique. Certes, la radicalisation et le recours à la violence politique jouent un rôle différent dans chaque mouvement et peuvent évoluer au fil du temps. À défaut de trouver des moyens consensuels, la contestation armée fut adoptée par les uns comme une stratégie de l'émancipation visant à modifier les rapports de force avec le centre, alors que pour les autres elle a été considérée comme une stratégie d'autodéfense contre la violence étatique. L'histoire kurde nous enseigne que la violence légitimée est souvent mobilisatrice, car elle déclenche des émotions, démontre la vulnérabilité des autorités et « nourrit un sentiment de revalorisation collective²⁸ » d'une partie de la société qui se sent humiliée par la violence physique et symbolique de l'État. Il suffit de constater la facilité avec laquelle les organisations peuvent recruter des dizaines de milliers d'hommes armés à l'occasion de chaque soulèvement.

La violence révolutionnaire seule ne suffit pas à engendrer ou réactiver une mobilisation durable, voire elle peut produire l'effet inverse en déclenchant « l'effet négatif d'aile radical²⁹ » qui consiste à la fragilisation des structures modérées du mouvement. Citons par exemple, les tentatives avortées du PJAK³⁰ pour stimuler une mobilisation massive au Kurdistan iranien ou l'échec de la reprise des activités militaires du PDKI qui avait pour l'objectif de réactiver les contestations en Iran. Il en est de même par exemple pour la lutte armée du PKK qui n'a pas pu dynamiser les logiques de mobilisations jusqu'à ce que le mouvement kurde ait pu développer les autres formes de résistance civile et d'action collective aux années 1990. Plus récemment, la reprise de la violence armée en 2015 a réduit drastiquement le champ d'action des acteurs de la société civile et de la scène politique kurde en Turquie.

Pour qu'une mobilisation s'inscrive dans la durée, les mouvements doivent s'élargir, diversifier leur mode d'action et s'organiser sur plusieurs espaces. Comparant le PKK avec les autres acteurs kurdes, on découvre qu'il est l'organisation qui a la plus forte expansion territoriale et se démarque

.....
28. CIGERLI S. et LE SAOUT D., *Öcalan et le PKK : les mutations de la question kurde en Turquie et au Moyen-Orient*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2005, p. 71.

29. HAINES H. H., "Black Radicalization and the Funding of Civil Rights: 1957-1970", *Social Problems*, Vol. 32 (1), 1984, p. 31-43.

30. *Partî Jîaynî Azadî Kurdistan* (Parti pour une Vie Libre au Kurdistan).

Un espace en mouvement

par la grande diversité de ses actions contestataires aussi bien légales qu'illégales. À l'opposé des autres organisations turques et kurdes en Turquie, le PKK était un des rares groupes qui a pu se restructurer après le coup d'État de 1980. Élargissant ses alliances aussi bien qu'avec les acteurs étatiques que non-étatiques, le PKK s'est progressivement établi au-delà des frontières turco-syriennes. À la fin des années 1980, les réseaux organisationnels et financiers du PKK étaient déjà déployés en Syrie, en Irak, en Turquie au Liban ainsi qu'en Europe. Dès le début des années 1990, la rue et la scène politique légale kurde ont commencé à compléter un champ contestataire monopolisé jusqu'alors par la guérilla. Alors que l'État s'installait durablement dans les villages kurdes en recourant à des méthodes principalement militaires, le PKK commença à se répandre dans les villes kurdes et métropoles turques en intégrant en son sein des visions non-militaristes. Dès lors, la contestation armée n'est pas la seule modalité privilégiée par le mouvement kurde. En dehors des affrontements armés et des attentats suicides, ce sont des actions de désobéissances civiles, des manifestations de rue, des grèves de la faim, des activités culturelles et associatives, des campagnes électorales, des pétitions, des débats politiques, des activités juridiques et de lobbying, qui constituent le champ d'action kurde. Après l'enlèvement d'Öcalan en 1999, les mobilisations transnationales des Kurdes se sont déclenchées. Des contestations violentes se sont produites même dans des espaces où le PKK n'avait pratiquement jamais été actif. La formation des branches du PKK pour les autres parties du Kurdistan, entre 2002 et 2004, est un autre signe de sa progression territoriale.

C'est en tenant compte de la désétatisation du mouvement que l'on comprend comment un an après le début des manifestations contre le régime de Bachar al-Assad, les forces kurdes, proches du PKK, se sont rapidement organisées pour contrôler la région kurde délaissée par l'armée régulière de l'État syrien. Au milieu d'une guerre civile syrienne qui se déroule entre l'État syrien et une opposition hautement fragmentée, les Kurdes ont créé leur propre agenda politique, leur propre armée et même, depuis novembre 2013, leur propre administration autonome de transition. Le PYD³¹, considéré comme étant la branche syrienne du PKK, a consolidé sa position dans le champ politique kurde en Syrie et sa branche armée, les YPG³² avec une force militaire estimée à plus de trente mille hommes, est devenue l'autorité dominante dans le nord de la Syrie. Pour administrer cette nouvelle zone

.....
31. *Partiya Yekîtiya Demokrat* (Parti de l'Union Démocratique).

32. *Yekîneyên Parastina Gel* (Les Unités de Défense du Peuple).

Les dynamiques de la mobilisation identitaire dans l'espace kurde

d'influence, au-delà d'une armée capable de survivre dans ce milieu hostile, il faudrait donc une coordination, des plans affectifs et une mobilisation forte dans différents domaines de la vie sociale, économique, culturelle et politique. Sans doute, il aurait été difficile de poursuivre ce projet en se basant uniquement sur l'encadrement militaire de la population kurde et sans une mobilisation significative de la base, les structures d'alliance et le soutien du réseau transnational pro-kurde.

Le dépassement du cadre national et la diversité des actions contestataires employées par les organisations des mouvements kurdes ne sont certainement pas propres au PKK. Le caractère cardinal de ce dernier tient à sa capacité à réapproprier les différents espaces pour stimuler la mobilisation. Par contre, les acteurs kurdes d'Iran et d'Irak ont été moins actifs pour conjuguer les activités militaires, politiques et associatives au niveau local, national et transnational.

Au Kurdistan d'Iran, en l'absence d'un espace d'expression politique et avec l'abandon de la lutte armée, les actions massives se font de plus en plus rares et l'intérêt pour le romantisme révolutionnaire a faibli. À présent, le PJAK, l'organisation sœur du PKK, bien qu'au début ait eu certains succès, est nettement en diminution de force. L'échec de la stratégie de la lutte armée des années 1990 a fait que la nouvelle génération du mouvement kurde en Iran est arrivée à la conclusion que l'action violente ne mène à rien. En outre, la nature du régime interdit une participation politique au nom de la kurdicité. Dans ce contexte, ce sont des sphères associatives, intellectuelles, artistiques qui sont investies par une élite urbaine, issue des classes populaires ou moyennes, formée pour la plupart dans les grandes universités iraniennes. Malgré l'intensité de la répression, cette classe moyenne éduquée tente d'inventer des médiations entre la société kurde et l'État, en s'impliquant dans la sphère des processus électoraux ou en profitant des espaces limités pour créer des associations culturelles, publier des revues bilingues et organiser des activités littéraires. Ce n'est plus une lutte de libération nationale, mais la simple survie culturelle et politique pour laquelle combat l'intelligentsia urbaine kurde en Iran. La baisse des activités politiques et militaires et les dissensions au sein des organisations ont miné la crédibilité de ces derniers qui ont des difficultés à suivre, et encore moins à orienter, les dynamiques de la résistance kurde en Iran. Le mouvement kurde en Iran est donc confronté à un décalage croissant entre les partis exilés et les acteurs sur le terrain. Cette réalité rend difficile l'élaboration d'une stratégie commune pour conjuguer les différentes formes d'action contestataires et fédérer les mobilisations à travers d'une multitude d'espaces variés.

Un espace en mouvement

En Irak, la formation d'une zone autonome kurde a débouché sur l'institutionnalisation du mouvement. Au cours de cette reconfiguration, les organisations se trouvent à la tête d'un appareil gouvernemental, ce qui, selon la fameuse « loi d'airain de l'oligarchie³³ » de R. Michels, les conduit à s'éloigner assez vite de la mobilisation de la base pour défendre de nouveaux intérêts souvent distincts des intérêts généraux autour desquels le mouvement s'était formé³⁴. Les anciens peshmergas devenus des officiers, politiciens et hommes d'affaires se font les défenseurs de la cause kurde à la fois à Bagdad et dans les grandes capitales du monde. Ils peuvent s'appuyer sur le soutien de la population dans leur conflit avec le gouvernement central ou la guerre contre les invasions militaires, mais ils bloquent les actions collectives horizontales et restreignent les possibilités de la diversification des modes d'expression des revendications kurdes. Les personnalités politiques et les représentants kurdes d'Irak ont en effet investi l'espace supranational pour établir des contacts avec les autorités, les politiciens et les institutions internationales dans l'objectif d'assurer la légitimité internationale du gouvernement régional et d'obtenir le support politique et militaire, mais pas pour consolider et dynamiser une mobilisation générale. Ainsi, la kurdicité est devenue domaine de compétences partagées par les partis du gouvernement et l'espace dont disposent les acteurs de la société civile demeure restreinte au point que même les manifestations pour le droit du travail pourraient devenir un problème de sécurité intérieure de la région autonome.

En guise de conclusion

Il paraît important de souligner que la mouvance kurde n'est pas un seul et même acteur, mais un ensemble des acteurs organisationnels et non-organisationnels distincts sur le plan stratégique, opérationnel et légitimité. Bien que ces acteurs sont hétérogènes, ils représentent une importante

.....
33. MICHELS R., *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971.

34. Dans leur analyse des mouvements en faveur des pauvres, Piven et Cloward, ont illustré que la formalisation d'un mouvement pourrait freiner ou détourner la force déstabilisante de la mobilisation au bénéfice du statu quo. Voir : PIVEN F. F. et CLOWARD R., *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage Books Editions, 1979.

Les dynamiques de la mobilisation identitaire dans l'espace kurde

similitude, tous sont en confrontation avec l'ordre sociopolitique existant et cherchent à déstabiliser, changer ou remplacer le rapport du pouvoir au centre. Dans chaque pays, les partis politiques, les organisations armées et les associations et les acteurs de la société civile s'emploient en permanence ou occasionnellement à mener des actions conventionnelles ou non conventionnelles contre le statu quo.

Les mouvements pro-kurdes oscillent souvent entre les périodes d'activité intense et les périodes de « mise en sommeil³⁵ » durant lesquelles la survie et la résistance culturelle prédominent. La persistance des « structures dormantes³⁶ » entraîne deux conséquences importantes. D'abord, le sentiment d'appartenance collective peut être maintenu même en l'absence des acteurs organisationnels. Ensuite, ces structures pourraient contribuer au renouveau de la mobilisation lorsque le contexte se présente propice. Toutefois, les organisations kurdes sont indispensables pour que ce potentiel protestataire se traduise en action collective durable. Les mobilisations kurdes dépendent de la capacité des organisations pour créer un consensus élargi au sein d'une multitude d'acteurs et diversifier le répertoire et l'espace d'action.

Les orientations générales de chaque mouvement influencent les acteurs organisationnels dans leur choix concernant les champs d'action prioritaires et leur capacité d'expansion spatiale. À présent, le mouvement kurde s'organise autour de différents acteurs politiques et non-politiques qui sont à l'origine des nouvelles interrogations sur l'identité, l'orientation et les revendications du mouvement. Au début de l'apparition des mouvements kurdes, la politique s'est placée au centre de la conflictualité kurde, avant que dans les années 1960-1970, sous l'influence des mouvements révolutionnaires et le discours gauchiste, les dimensions sociales ne s'introduisent dans les revendications formulées par les acteurs kurdistes. La réappropriation des orientations anticapitalistes et anticolonialistes a établi et renforcé les liens entre les organisations kurdes et les mouvements révolutionnaires de cette époque. À partir des années 1990, la dimension politique et culturelle a commencé à reprendre sa place centrale dans la lutte kurde. Depuis, l'évolution des mouvements a pris des directions différentes. Alors que certains mouvements kurdes comme ceux d'Iran et d'Irak ont adopté une stratégie politique cherchant principalement à changer les réalités externes d'un système politique, d'autres comme le mouvement kurde en Turquie

.....
35. Bennani-Chraïbi M. et Fillieule O., *op. cit.*, 2002, p. 126.

36. Taylor V., *art. cit.*, 1989, p. 762.

Un espace en mouvement

et en Syrie visent d'abord les transformations sociale et politique à travers d'une stratégie culturelle qui se concentre sur l'orientation des systèmes de valeurs. Ainsi, la mobilisation pour la kurdicité, devient l'affaire de la classe politique au Kurdistan irakien et prend le caractère d'un mouvement défensif contre l'État central au Kurdistan Iranien. À l'inverse la mobilisation kurde en Turquie et en Syrie, s'inscrivant plutôt dans un combat contre « les systèmes des codes symboliques imposés par le centre³⁷ » que dans un conflit direct avec l'État. Avec cette extension de cadre, les organisations kurdes actives en Syrie et en Turquie se sont dotées d'« une syntaxe universelle de légitimation³⁸ », ont diversifié leur terrain de mobilisation et leur répertoire d'action et ont élargi les possibilités de nouvelles formes d'alliance.

Bibliographie

- BARNES S. H. et KAASE M., *Political action: mass participation in five Western democracies*, Beverly Hills, Sage, 1979.
- BENNANI-CHRAÏBI M. et FILLIEULE O. (éds), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- BILLIG M., *Banal Nationalism*, 1^{er} Édition, London, SAGE Publications Ltd, 1995.
- BOZARSLAN H., *La question kurde : États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences po, 1997.
- BOZARSLAN H., « Le nationalisme kurde, de la violence politique au suicide sacrificiel », *Critique, internationale*, n°21 (4), 2003, p. 93-115.
- CIGERLI S. et LE SAOUT D., *Öcalan et le PKK : les mutations de la question kurde en Turquie et au Moyen-Orient*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2005.
- CLEMENS E. S. et MINKOFF D., "Beyond the Iron Law: Rethinking the Place of Organizations in Social Movement Research", dans David A. SNOW, Sarah A. SOULE et Kriesi HANSPETER (éds), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Second Edition, Malden, MA, Blackwell Publishing Ltd, 2006, p. 155-170.
- EISINGER P. K., "The Conditions of Protest Behavior in American Cities", *American Political Science Review* 67 (1), 03.1973, p. 11-28.

37. MELUCCI A., *Challenging codes: collective action in the information age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 147.

38. BOZARSLAN H., « Le nationalisme kurde, de la violence politique au suicide sacrificiel », *Critique, internationale*, n°21 (4), 2003, p. 110.

Les dynamiques de la mobilisation identitaire dans l'espace kurde

- GHASSEMLOU A., « Le Kurdistan d'Iran », dans Gérard CHALIAND (éd.), *Les Kurdes et le Kurdistan : la question nationale kurde au Proche-Orient*, Paris, Éditions Maspero, 1978, p. 195-196.
- GAUTHIER J., « Syrie : le facteur kurde », *Outre-Terre*, n°14 (1), 2006, p. 217-231.
- GAUTHIER J., « Les événements de Qamichlo : Irruption de la Question kurde en Syrie ? », *Études kurdes*, n°7, mai 2005, p. 97-114.
- HAINES H. H., "Black Radicalization and the Funding of Civil Rights: 1957-1970", *Social Problems*, Vol. 32 (1), 1984, p. 31-43.
- JOHNSTON H., *Tales of Nationalism: Catalonia, 1939-1979*, 1^{er} Édition, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1991.
- KLANDERMANS B., "Mobilization and Participation: Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory", *American Sociological Review*, Vol. 49 (5), 1984, p. 583-600.
- KRIESI H., "The Political Opportunity Structure of New Social Movements", dans J. Craig JENKINS et Bert KLANDERMANS (éds), *The Politics of Social Protest*, London, Taylor & Francis e-Library, 2005, p. 83-98.
- MCADAM D., SCOTT W. R. et al. (éds), *Social Movements and Organization Theory*, New York, Cambridge University Press, 2005
- MCCARTHY J. D. et ZALD M. N., "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory", *American Journal of Sociology*, Vol. 82 (6), 1977, p. 1212-1241.
- MELUCCI A., *Challenging codes: collective action in the information age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- MICHELIS R., *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971.
- PIVEN F. F. et CLOWARD R., *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*, Vintage Books Editions, New York, 1979.
- SCOTT J. C., *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Paris, France, Éditions Amsterdam, 2008.
- SHARIFI DRYAZ M., "Control y contestación en el Seno del Sistema Educativo", *Scientific Journal on Intercultural Studies*, Vol. 2 (2), 2016, p. 140-167.
- SNOW D. A., ROCHFORD E. B., WORDEN S. K. et al., "Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation", *American Sociological Review*, Vol. 51 (4), 1986, p. 464-481.
- SNOW D. A., « Analyse de cadres et mouvements sociaux », dans Daniel CEFALI et Danny TROM (éds), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2001, p. 27-49.
- TARROW S. G., *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, 3^e Édition, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

Un espace en mouvement

TAYLOR V., "Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance",
American Sociological Review, Vol. 54 (5), 1989, p. 761-775.

TILLY C., *From Mobilization to Revolution*, New York, Random House, 1978.

TILLY C., *Regimes and Repertoires*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.

VOLLER Y., *The Kurdish Liberation Movement in Iraq: From Insurgency to Statehood*,
London, Routledge, 2014.